


uniterre



MAI 2024
N° 2 69^e ANNEE

WWW.UNITERRE.CH

LA COLÈRE GRONDE
Comment sortir de l'impasse

AMÉLIORER LES REVENUS
Étape incontournable

ÉCOLOGIE ET AGRICULTURE
Un autre regard

ANALYSE PAR UN HISTORIEN
Sur les révoltes paysannes

LE JOURNAL **PAYSAN** **INDÉPENDANT**

SORTIR DE L'IMPASSE

EDITORIAL

MARTINE GERBER
PAYSANNE, DÉPUTÉE ET MEMBRE DU COMITÉ

La colère gronde chez nos voisins européens depuis plusieurs mois, et il est parfaitement légitime qu'elle gronde aussi chez nous. Les fermes qui disparaissent, la perte de sens du travail paysan, les accords de libre-échange, le travail administratif en augmentation, les injonctions contradictoires entre production à bas coût et sauvegarde des ressources, les marges de la grande distribution, le dérèglement climatique... La liste est longue, et les raisons de notre colère doivent être partagées avec nos concitoyen-nes.

Les investissements pour améliorer l'efficacité technique ont certes apporté au monde agricole des bénéfices économiques et sociaux durant quelques décennies. Il faut toutefois reconnaître que cette efficacité a aussi grevé les ressources naturelles, entraîné l'appauvrissement des bases de production et jeté le monde agricole en pâture dans l'arène de l'économie mondialisée.

Notre colère est donc plus que légitime. Elle doit maintenant être un moteur pour changer cette situation. Nous devons aujourd'hui combattre les causes de ces problèmes à la racine avec plus de transparence, de clairvoyance et sans chercher de bouc émissaire. Il y a suffisamment de raisons pour appeler à une mobilisation massive et à agir au-delà de nos divisions. Viser la souveraineté alimentaire tout en luttant contre l'effondrement de la biodiversité, obtenir des prix rémunérateurs et stabiliser la politique agricole, voilà quelles doivent être nos priorités.

Il me semble que ces 50 dernières années, la population et ses représentants politiques ont oublié de faire le lien entre ressources alimentaires, ressources agricoles et ressources environnementales. Les acteurs de l'économie mondialisée ont travaillé à notre insu au démantèlement des circuits courts et des filières locales de production. C'est ainsi que nous sommes arrivés à cette absurde opposition entre nature et agriculture, à un sentiment de perte de sens et au manque de reconnaissance de notre travail. Mais ce n'est pas une fatalité.

Osons poser la question : qui a vraiment intérêt à défendre notre agriculture, et qui préfère entretenir la culture de la division ? Ne croyez-vous pas que le moment est venu de dire halte à cette funeste fuite en avant ?

Je termine sur les mots de José Bovet, co-fondateur de la Confédération paysanne :

"Les paysans et les paysannes ont besoin d'un revenu et de considération, ils ne supportent pas d'être des variables d'ajustement des accords de libre-échange". •

"C'EST VOUS QUI LE DITES!"

Que disent nos membres à propos des manifestations ? Dans les encadrés, vous trouverez quelques prises de parole. N'hésitez pas à nous donner votre avis également !



FOCUS: LES REVOLTES EN SUISSE ET À BRUXELLES

Les premiers mois de cette année 2024 ont été marqués par de nombreuses protestations paysannes dans une multitude de pays. Après des mobilisations dans plusieurs pays de l'Union européenne, les protestations atteignent la capitale : le 1er février, plusieurs centaines de paysan-nes de la Coopération Européenne Via Campesina (ECVC) ainsi qu'une trentaine d'organisations issues de la société civile ont manifesté sur la Place du Luxembourg à Bruxelles.

« LE POINT DE DÉPART EST TOUJOURS ...

ENTRETIEN AVEC JEAN THÉVENOT, PÉPINIÉRISTE AU PAYS BASQUE
RÉALISÉ PAR KATHARINA SCHATTON, SECRÉTAIRE D'UNITERRE

Si nous avons pu voir (re)naître un mouvement paysan en Suisse aussi, c'est grâce à l'élan européen qui a préparé le terrain. Leurs revendications ressemblent aux nôtres : mettre fin aux traités de libre-échange, réguler les marchés en instaurant notamment des prix minimum aux produits agricoles, diminuer la charge administrative des paysan-nes et rémunérer de manière juste les efforts écologiques que les paysan-nes fournissent !

JEAN THÉVENOT est pépiniériste sur une petite parcelle d'environ 1ha à Sauguis, au Pays Basque. Il est membre de la Confédération Paysanne et de l'articulation Jeunes d'ECVC. Il participe régulièrement à des groupes de travail internationaux, par exemple sur les sujets des politiques publiques, du commerce ou de la justice climatique.

Jean, où vois-tu les racines de cette colère paysanne ?

Il faut voir que le cœur du problème n'est pas nouveau : il s'agit de la question du revenu paysan. En France, les manifestations ont commencé en dehors des syndicats. Ni la FNSEA (le syndicat majoritaire) ni la Confédération paysanne n'ont mis en marche le mouvement. C'étaient des paysan-nes non syndiquées qui ont commencé à bloquer une autoroute près de Toulouse en janvier. Le point déclencheur des protestations était l'émergence d'une nouvelle maladie bovine, la maladie hémorragique épizootique (MHE). Mais ce n'était que l'étincelle qui a allumé le feu ; comme je disais, les racines de la colère sont beaucoup plus profondes et liées à la situation socio-économique des paysan-nes. A partir de ce moment-là, le mouvement a explosé dans toute la France. D'autres paysan-nes ont rejoint le mouvement.

Pourquoi penses-tu que cette colère s'est déchargée maintenant ?

Très honnêtement, je ne peux pas répondre à cette question. Les protestations pourraient être un pur hasard mais une chose est claire : la situation des paysan-nes n'arrête pas d'empirer. C'est certainement la raison pour laquelle le mouvement a pris une telle ampleur. Les prix de vente des produits agricoles n'ont quasiment pas évolué mais il y a eu beaucoup d'inflation et une hausse énorme des coûts de production. Cet écart continue à se creuser. Notamment avec la guerre en Ukraine et le COVID. Les paysan-nes ne s'en sortent simplement plus.

**Comment vois-tu le rôle de la FNSEA dans les protestations ?
Comment est-ce que la Conf' dépasse (ou non) ce rapport de force ?**

Comme d'habitude, la FNSEA s'est accaparée le mouvement et a promulgué un discours selon lequel toutes les difficultés des paysan-nes viennent des normes sociales et écologiques. Oui, il y a une bureaucratie ingérable. Par contre, les normes sociales et environnementales européennes sont quelque chose de positif. Il ne faut pas réduire ces normes mais contrôler les importations et combattre la concurrence déloyale.

Tout le monde est d'accord sur le problème : les paysan-nes n'arrivent pas à bien vivre de leur travail. Mais les propositions de solutions divergent. Contrairement à la Conf' et à ECVC, la FNSEA veut rester dans une logique de marché libre. A la Confédération paysanne, nous savons qu'on n'ar-

rivera jamais à être compétitifs sur le marché international mais ce n'est pas un problème en soi. Il faut plutôt protéger nos agriculteur-rices européen-nes avec des outils comme les taxes aux frontières variables ou encore les stocks publics pour ne citer que deux exemples.

Une chose positive est que, au moment où la Conf' a rejoint le mouvement, nous avons senti que le monde paysan est plutôt d'accord avec nous. C'est une élite minoritaire de la FNSEA qui essaie de manipuler le discours public pour faire avancer leurs intérêts de grands propriétaires. Les paysan-nes ne sont pas anti-écologistes, ils sont les premières à être touchés par les pesticides et le changement climatique !

Comment ces différences idéologiques ont-elles été perçues par le gouvernement ?

Le gouvernement français n'a quasiment écouté que la FNSEA et mis un stop à de nombreuses mesures écologiques. Nous avons essayé d'attirer l'attention du public avec des actions de terrain, ce qui a bien marché dans la mesure où certain-nes agriculteur-rices non-syndiqués ou d'autres syndicats se rendaient compte du discours problématique de la FNSEA. De cette manière-là, nous avons pu recruter de nouveaux membres et faire passer notre message. Une autre stratégie cruciale pour faire entendre nos valeurs et y mettre plus de poids est de tisser des alliances larges avec la société civile. Le meilleur exemple pour cela sont les Soulèvements de la Terre.

Regardons le contexte européen plus large : comment vois-tu le mouvement dans d'autres pays ?

Au niveau européen, nous avons toutes et tous plus ou moins les mêmes revendications. Le point de départ est presque toujours le revenu paysan. A partir de là, il peut y avoir des divergences, en Allemagne par exemple, où le focus a été mis sur la lutte contre la récupération du mouvement paysan par l'extrême droite. ABL (Arbeitsgemeinschaft bäuerliche Landwirtschaft, également membre d'ECVC) a fourni un engagement énorme et s'est fait entendre bien au-delà de ses réseaux habituels, notamment grâce aux jeunes.

As-tu de l'espoir lié aux protestations ? Comment vois-tu le futur du mouvement ?

Il y a sans doute quelques pistes positives. Je suis par exemple confiant que nous allons bloquer la signature du traité de libre-échange avec le Mercosur, du moins à court terme. Concernant la France, je pense également qu'aux prochaines élections des chambres d'agriculture, la Conf' va pouvoir gagner du poids. Il y a pas mal de petites fermes qui se sont rendu compte que la FNSEA ne les représente pas vraiment et qu'elle est complètement déconnectée de la réalité des petites producteur-rices. Jusqu'à présent, la FNSEA était le syndicat majoritaire incontesté. Une plus grande représentativité nous permettrait de faire entendre une autre voix pour l'agriculture en Europe : il reste énormément de travail à faire ! •



... LE REVENU PAYSAN. »

POUR UNE PROTECTION DOUANIÈRE EFFICACE

RUDI BERLI
MARAÎCHER ET SECRÉTAIRE D'UNITERRE

Les révoltes de ces derniers mois sont venues rappeler à quel point notre production indigène dépend d'une régulation efficace des importations.

Uniterre exige du Conseil fédéral un renforcement des outils de protection à la frontière pour toutes les productions agricoles afin de contrer le dumping social, économique et environnemental systématique provoqué par les importations. Cela doit se traduire par une action sur les volumes (quotas), les taxes (tarifs) et les phases (système des deux phases appliquées aux fruits et légumes), ainsi que sur le contrôle des normes de production.

LA CONFÉDÉRATION CONTINUE DE REJETER cette amélioration en brandissant les accords de l'OMC et les accords de libre-échange qu'elle continue de signer à tour de bras (Inde, Malaisie, Vietnam, Mercosur, Union Européenne). Mais il faut ici rappeler deux points fondamentaux. Premièrement la Suisse est le plus gros importateur d'aliments par habitant. Par ailleurs le principe d'un accord réside dans le fait qu'il peut être renégocié. La Suisse dispose d'assez de marge pour une telle renégociation! Le chantage qui entend catégoriser l'exigence de normes sociales ou environnementales comme des distorsions commerciales est inacceptable! Selon Uniterre, l'agriculture doit être immédiatement exclue des accords de libre-échange. Rappelons également que la Confédération a signé en 2018 la Déclaration sur les droits des paysan-nes et des autres personnes travaillant en zone rurale (UNDROP), qui comprend un volet important sur les droits économiques.

LA PROTECTION DU MARCHÉ INDIGÈNE par les droits de douane est un instrument appliqué par la Confédération pour réguler et protéger le niveau des prix du marché indigène. Sans une telle protection, il n'y aurait plus guère de production suisse, puisque les coûts de production dans l'environnement économique suisse sont nettement plus élevés que dans les autres pays. Hormis le cadre économique, les facteurs climatiques et topographiques, ainsi que la structuration des fermes paysannes de taille plus modeste, représentent également un facteur de coût plus élevé. Or, pour garantir un revenu équitable et la pérennité économique de l'approvisionnement de la population, cette protection doit garantir des prix qui couvrent les coûts de production. Il n'y a pas d'agriculture paysanne et de système alimentaire durable sans cette condition primordiale de rémunération équitable!

LE NIVEAU DE LA PROTECTION TARIFAIRE doit être fixé selon un système de prix plancher qui s'indexe sur le coût de produc-

tion indigène moyen, en tenant compte d'une rémunération équitable du travail paysan. Uniterre estime ce revenu à CHF 40.00/h.

LES VOLUMES D'IMPORTATION doivent être indexés sur l'évolution de la consommation indigène et des capacités de production de l'agriculture suisse. La prise en charge indigène doit continuer à être exigée pour l'octroi des contingents d'importation.

Les contournements des contingents d'importation par l'importation de produits finis (spécialités boulangères industrielles, comme des croissants ou des pains congelés), qui représentent aujourd'hui l'équivalent de 25% du volume de consommation de blé, doivent être supprimés. Cela s'applique également aux sous-produits par le truchement desquels les contingents peuvent être contournés, comme cela a été le cas avec l'amidon de blé.

Enfin le système des deux phases, qui permet d'introduire une protection douanière lors de la saison de production indigène pour les fruits et légumes, doit être régulièrement adapté à l'évolution des techniques culturales et du climat.

POUR ÉVITER D'ÉVENTUELLES SURPRODUCTIONS engendrées par une amélioration des prix à la production, la Confédération doit exiger des contrats entre producteur-rices et acheteurs définissant la quantité, la qualité, le prix, le calendrier et les modalités de paiements d'acompte. Ces contrats ne doivent discriminer aucune ferme par sa taille. Par ailleurs, la hausse des dépenses alimentaires par ménage, dans le but de revaloriser la production alimentaire, doit faire l'objet d'un transfert de moyens économiques (1) conventionnés vers les consommateur-rices pour garantir le droit à une alimentation adéquate à toutes et tous. •

1 assurance sociale alimentaire
www.agrarinfo.ch/agriculture/alternatives/asa/

"C'EST VOUS QUI LE DITES!"

Tant que les protestations seront dirigées contre les Vertes et la gauche, que l'on se plaindra de devoir respecter des normes écologiques, je n'aurai que peu de compréhension. J'attends d'Uniterre qu'il m'explique ce qu'il en est. F.K.

PLAINTÉ CONTRE LA CONFÉDÉRATION POUR INACTION CLIMATIQUE

ALBERTO SILVA
SECRÉTAIRE D'UNITERRE ET MARAÎCHER

Représenté-es par l'association des Avocat-e-s pour le Climat, des agriculteur-rices, viticulteur-rices, maraîcher-ères et arboriculteur-trices de toute la Suisse, ainsi que des organisations paysannes telles qu'Uniterre, ont déposé une requête auprès du DETEC (Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication) tendant à ce que les autorités prennent toutes les mesures nécessaires pour respecter leurs engagements internationaux et nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

LES PRODUCTEUR-RICES DE NOURRITURE SONT LES PREMIÈRES personnes touchées et concernées par le dérèglement climatique. L'intensification des épisodes météorologiques extrêmes (sécheresse, grêle, inondations) entraîne une pression sur les ressources naturelles et donc sur les moyens de production. Ceci a pour conséquence des pertes de récolte considérables, et une diminution du chiffre d'affaires qui risque fort de précipiter les familles paysannes dans une précarité toujours plus grande. Ainsi, en plus des prix honteusement bas des produits agricoles, les paysan-nes subissent une pression supplémentaire dans leur travail quotidien.

Le but de cette plainte N'EST EN AUCUN CAS de créer des contraintes supplémentaires pour les familles paysannes. En matière de protection de l'environnement, beaucoup d'efforts sont demandés aux agriculteur-rices. Il est temps d'exiger le même niveau d'effort aux autres secteurs (transport, finance, logement, etc.), afin de préserver les bases de production agricole en Suisse.

NOUS RÉCLAMONS DONC UN FORT COURAGE POLITIQUE pour permettre le développement et le maintien d'une agriculture locale, diversifiée et résiliente qui participe à la relocalisation du système alimentaire. L'inaction de l'État se situe dans le manque de soutien et d'accompagnement aux circuits courts et dans le fait que le système agricole profite surtout aux grandes entreprises industrielles – qui empochent des milliards – au détriment des dynamiques économiques territoriales. L'État fait preuve d'irresponsabilité et fait porter les coûts aux paysan-nes seules.

En plus des actions menées dans les autres secteurs, la Confédération doit absolument amplifier son soutien auprès de l'agriculture paysanne, afin de pérenniser les bonnes pratiques qui sont déjà maintenant efficaces dans la lutte contre le réchauffement climatique. Paysannes et paysans sont déjà à pied d'œuvre, mais leur durabilité économique doit être mieux assurée pour qu'elles puissent remplir leur rôle au sein de notre société. Les prix équitables sont le premier pas vers une agriculture véritablement durable. •

LE TEXTE DE LA REQUÊTE EST DISPONIBLE ICI :
avocatclimat.ch/documents

"C'EST VOUS QUI LE DITES!"

Je suis très ambivalente vis-à-vis des protestations. Certains thèmes, comme des prix dignes et équitables, sont certainement justifiés et importants.

Mais lorsque les prestations écologiques sont bloquées sous prétexte qu'il s'agit maintenant d'augmenter la production et la valeur ajoutée et que nous, les agriculteur-rices, en avons assez fait pour l'écologie, je trouve que c'est presque désespérant. L'augmentation de l'efficacité et l'intensification ne sont-elles pas une des raisons de la pression que les agriculteur-rices ressentent? A mon avis, les protestations sont actuellement un sujet brûlant, il n'est pas facile de faire passer des arguments différenciés et précis. K.



ÉCOLOGIE ET AGRICULTURE PAYSANNE

RUDI BERLI
MARAÎCHER ET SECRÉTAIRE D'UNITERRE

Les révoltes paysannes de ces derniers mois ont dénoncé entre autres des mesures écologiques jugées excessives. Pourtant, les paysan·nes sont par définition des artisan·nes de l'écologie. Quelles pistes pour résoudre cette équation ?

Les systèmes alimentaires sont au cœur de nos cultures et de nos choix de société. Ils appartiennent aux collectivités et aux territoires qui les portent et les choisissent dans une perspective de démocratie alimentaire. L'agriculture paysanne a longtemps tiré son énergie de la transformation de l'énergie solaire (par le monde animal et végétal) avant de devenir dépendante de l'extraction pétrolière. Elle s'est adaptée aux contraintes des territoires avant de s'en détacher vers une agriculture hors-sol dépendante de l'industrie. Parmi les principes de l'agriculture paysanne figure le droit des populations à la souveraineté alimentaire, qui vise à orienter la production agricole de sorte à nourrir prioritairement la population locale. Les éléments naturels, tels que l'eau, le sol, l'air et la biodiversité, constituent la base du travail paysan et doivent être préservés, afin d'assurer la pérennité de leur utilisation par les générations futures. Le système de polyculture-élevage permet d'insérer la production alimentaire dans ce cycle naturel. Cette biodiversité cultivée de populations animales et végétales doit être préservée, transmise et enrichie par les paysan·nes. Aujourd'hui la préservation des sols agricoles, la capacité de stocker le carbone, la réduction des émissions de gaz à effet de serre et l'efficacité énergétique requièrent une attention particulière en regard du développement des pratiques agricoles.

EN MOYENNE LES RENDEMENTS de l'agriculture bio sont de 20% inférieurs à la culture conventionnelle (mais avec une forte variabilité), et entraîneraient donc au niveau international une extension des surfaces cultivées au détriment de la forêt, ce qui aurait un impact négatif sur le climat. De nombreuses études assurent cependant que ces écarts de rendement vont se réduire grâce à la recherche agronomique et à la sélection. Il faut aussi miser sur la réduction du gaspillage alimentaire et les changements des habitudes alimentaires. La diminution de rendement pourrait ainsi être largement compensée. En cas de renonciation aux engrais de synthèse, il reste néanmoins un déficit en azote à combler et les solutions actuelles, comme l'agriculture de conservation et les cultures de légumineuses sont encore insuffisantes. (1)

QUESTION DE COÛTS. En moyenne, le coût d'une production basée sur ces principes paysans est environ 30% plus élevé que la production conventionnelle. Il faut donc défendre une augmentation des standards de qualité pour l'ensemble de la production agricole, ainsi qu'un accès pour toute la population à une nourriture saine, permettant de sortir l'ensemble de la production agricole et des systèmes alimentaires d'une dynamique d'industrialisation.

LES MESURES DE LA POLITIQUE AGRICOLE comprennent la reconnaissance de certaines bonnes pratiques agricoles (rotations, couverts végétaux, bilans de fumure) mais tendent par les paiements directs à découpler la production alimentaire de "la production d'écologie" et remplacent les questions économiques et sociales posées par le choix d'un système alimentaire par des obligations de contrôle et de "solutions" techniques imposées unilatéralement aux paysan·nes. Par ailleurs la charge économique supplémentaire est souvent à charge des paysan·nes.

MESURES ÉCOLOGIQUES ACTUELLES DE LA POLITIQUE AGRICOLE
Les contributions sont versées lorsque les exigences liées aux prestations écologiques requises (PER) sont satisfaites dans l'ensemble de l'exploitation (art. 11 OPD). Elles concernent autant la garde d'animaux que la promotion de la biodiversité, la protection des milieux naturels ou le choix approprié des variétés cultivées. Elles tendent cependant à se présenter toujours plus comme un supermarché de la contribution, où chaque agriculteur·rice est contraint d'adhérer à des programmes facultatifs afin de compenser au moins partiellement les prix trop bas qu'il/elle reçoit pour ses produits. Or,



la pratique de l'agriculture paysanne, ancrée dans son terroir, n'est pas un cumul alambiqué de pratiques plus ou moins vertueuses. Elle est une démarche holistique, résultante de milliers d'années d'évolution et d'adaptation. La conclusion est que le système actuel maintient une vision schizophrénique de notre production alimentaire, où l'on veut nous faire croire que la nourriture peut être tout à la fois durable, saine, abondante et pas chère. C'est un mythe qu'il est urgent d'abandonner. •

SOURCES :

1 de Ponti et al., 2012; Solagro, 2016, Afterres 2050; Organic agriculture in the 21st century. 2016, Nature Plants Reganold, Wachter

"C'EST VOUS QUI LE DITES!"

Nous devons nous opposer spécifiquement et avec véhémence à la bureaucratie galopante, continuez comme ça. K.P.

Toujours produire pour pas cher. Avec moins de moyens, c'est un ras-le-bol que je comprends. Cependant, voilà le printemps... Toutes et tous retournent à leurs occupations. J'aime citer Prévert: *Ceux qui traient les vaches et ne boivent pas le lait, (...) ceux qui fabriquent dans les caves les stylos avec lesquels d'autres écriront en plein air que tout va pour le mieux.* J.A.

DE L'URGENCE D'AMÉLIORER LES REVENUS PAYSANS

ALBERTO SILVA
SECRÉTAIRE D'UNITERRE ET MARAÎCHER

Depuis le début des récentes mobilisations paysannes en Europe et aussi en Suisse, beaucoup de critiques sont amenées: normes écologiques, bureaucratie, contraintes, etc. Mais c'est véritablement la question des revenus paysans qui doit être placée au cœur des actions. Pour bien comprendre cette situation, un petit détour par les chiffres s'impose:

- 6,3%: la baisse du revenu du travail agricole par unité de main d'œuvre familiale (équivalent temps plein) en 2023 par rapport à l'année précédente
- CHF 4'675.-: le revenu mensuel moyen dans l'agriculture, tandis que le revenu moyen suisse s'élève à CHF 5'503.-
- CHF 17.-/h: revenu horaire moyen dans l'agriculture, toutes régions confondues
- 31%: la part du revenu extra-agricole pour les familles paysannes dans le revenu total

AU DÉBUT DU MOIS DE MARS 2024, le Conseil fédéral a publié un rapport sur les revenus des familles paysannes. L'orientation

du gouvernement ne nous surprend guère: pour améliorer cette situation, il conviendrait de renforcer l'innovation, de développer la concurrence tout au long des chaînes de création de valeur, de diversifier les services (en dehors de la production agricole), d'exiger des compétences en matière de gestion d'entreprise et d'attendre des mesures volontaires de la grande distribution.

ON Y APPREND ÉGALEMENT que si le·la paysan·ne voit ses revenus baisser, c'est en partie de sa faute car il·elle ne sait pas gérer sa ferme... Cette sur-responsabilisation des individus est condescendante et paternaliste et ne dit absolument rien des contraintes systémiques et de l'évolution du marché. Évolution qui – il est important de le rappeler – n'a rien de naturel et est la conséquence des choix politiques de libéralisation des marchés agricoles à partir des années 90.

DE PLUS, LES FAMILLES PAYSANNES ne devraient plus avoir à chercher des sources de revenus en dehors des fermes. Les structures de production alimentaire doivent pouvoir être économiquement durables et générer des revenus dignes grâce à la vente de leurs produits sur le marché. Pour cela, un contrôle des pratiques commerciales de la grande distribution doit être assuré, afin que les deux géants orange (qui contrôlent 80% du marché du commerce de détail) ne puissent plus imposer leurs prix d'achat. Ceux-ci doivent impérativement couvrir les coûts de production, ce qui est loin d'être le cas actuellement! La concentration du marché suisse est telle que les agriculteur·rices sont confrontés à des prix toujours plus bas, à des conditions de distribution injustes, tandis que les consommateur·rices voient les prix augmenter dans les rayons.

SELON L'ART. 5, AL. 2 DE LA LOI SUR L'AGRICULTURE, le gouvernement doit prendre des mesures si le revenu des agriculteur·rices est nettement inférieur à celui du reste de la population. Les statistiques montrent que c'est déjà la réalité et les pistes d'amélioration proposées par le Conseil fédéral sont totalement insuffisantes! Obtenir de meilleurs revenus passe inévitablement par une meilleure rémunération sur les marchés. Et cela ne peut être garanti qu'au travers du développement de politiques publiques qui protègent les paysan·nes (peu importe la taille de la ferme), qui régulent les pratiques commerciales de la grande distribution, qui interviennent sur les marchés publics et qui répartissent les richesses. L'ensemble de la profession agricole a besoin urgemment de prix équitables couvrant les coûts de production, de protections douanières plus fortes et de transparence tout au long des chaînes agro-alimentaires.

NOUS N'AVONS PLUS LE LUXE D'ATTENDRE et si rien n'est fait, il y a fort à parier que la situation va encore plus se détériorer à l'avenir. Nous sommes face à un choix politique crucial: tourner le dos au dogme du libre-marché et ne plus se cacher derrière le secret commercial. Nous ne voulons pas nécessairement d'un État plus fort, mais d'un autre État qui supprime les distorsions de pouvoir dans les marchés agricoles. •

POUR ALLER PLUS LOIN :

Rapport du Conseil fédéral sur les revenus des familles paysannes: www.news.admin.ch/news/message/attachments/86422.pdf

LES PROTESTATIONS PAYSANNES - AUSSI UNE CONSÉQUENCE DES RÉFORMES AGRAIRES

DR. PETER MOSER
DIRECTEUR DES ARCHIVES DE L'HISTOIRE RURALE

Pourquoi les paysannes et les paysans descendent-ils dans la rue partout en Europe? Il existe des raisons différentes, mais c'est aussi et surtout à cause des problèmes engendrés par les réformes agraires des trois dernières décennies.

LES RÉFORMES DE LA POLITIQUE AGRICOLE DES ANNÉES 1990 et poursuivies jusqu'à aujourd'hui avaient (et ont) deux objectifs : premièrement, réduire l'impact de l'agriculture sur l'environnement au niveau national et deuxièmement, laisser les marchés gérer la production des denrées alimentaires. On en attendait une Suisse plus « verte » et des denrées alimentaires (encore) moins chères. Le slogan pour la mise en œuvre politique de ce double objectif était : « Plus de marché et plus d'écologie ». Ainsi, le résultat n'a pas été une libéralisation, mais une re-régulation du secteur agricole : en Suisse, un réseau d'obligations, de prescriptions et d'incitations devait faire en sorte que l'on ne produise pas plus de denrées alimentaires, mais « plus d'écologie ». Mais comme il n'y a guère de demande d'« écologie » sur les marchés, on a déclaré que l'« écologie » était un bien public dont la production était contrôlée politiquement par des paiements directs.

CETTE RECETTE TRÈS RÉUSSIE SUR LE PLAN POLITIQUE – les réformes ont été légitimées à plusieurs reprises lors de votes populaires – a, à première vue, offert de nouvelles opportunités aux paysannes et aux paysans. Des exploitations qui se spécialiseraient soit dans la fourniture de prestations écologiques, soit dans la production de denrées alimentaires, voilà de quoi alimenter un nouveau rêve social : créer une agri-

culture multifonctionnelle avec des exploitations monofonctionnelles. Malheureusement, la séparation de l'écologie de la production, si réussie en politique, a causé des problèmes insolubles dans la pratique, car la nature et la culture ne peuvent par définition pas être séparées, ni dans les champs, ni dans les étables. La reproduction des plantes et des animaux pour la production de denrées alimentaires n'est possible à long terme que dans le respect des cycles écologiques et non dans le respect des prescriptions administratives. Et tout service défini comme « écologique » par la politique a pour conséquence, dans le domaine agricole, la reproduction d'animaux et de plantes. En bref, les agriculteur-rices ne peuvent pas séparer l'écologie de la production alimentaire dans leur activité et par conséquent, ils ne peuvent pas choisir de produire davantage de biodiversité ou davantage de denrées alimentaires.

AINSI, CETTE SÉPARATION DE L'ÉCOLOGIE ET DE LA PRODUCTION, constitutive à la nouvelle politique agricole, n'a pas seulement causé des problèmes insolubles dans la pratique agricole. Elle a également conduit à une dépendance de plus en plus unilatérale des paysan-nes vis-à-vis des acheteurs (grande distribution, industrie alimentaire) et de l'État. Même les paysan-nes qui se considèrent comme des entrepreneur-euses sont aujourd'hui des « preneurs de prix » qui n'ont guère de pouvoir de négociation sur les marchés. Et sur le plan politique, les paysans et les paysannes sont devenues de plus en plus dépendantes du pouvoir de définition des experts qui conçoivent la nature et la culture comme deux choses opposées et qui entendent par écologie un produit mesurable et stable, et non des processus variés et difficilement contrôlables. Les paysannes et les paysans ne peuvent pas répondre à ces attentes, même s'ils le souhaitent, puisqu'ils sont des « chasseurs, soigneurs et tueurs » de ressources vivantes qu'ils utilisent pour la production de

denrées alimentaires et qu'ils peuvent donc reproduire dans le processus de production. Ils le font pour des gens qui, par leur comportement de consommateur-rices, consomment au quotidien « la nature » qu'ils admirent ou utilisent le dimanche.

SI, AUJOURD'HUI, LES PAYSANS ET LES PAYSANNES DESCENDENT dans la rue avec les outils de travail qu'ils ont acquis au cours des trois dernières décennies pour mettre en œuvre la nouvelle politique agricole sur leurs exploitations, on devrait en profiter, premièrement, pour prendre acte de ce que l'agriculture est devenue avec le nouveau régime de politique agricole et alimentaire et deuxièmement, pour s'interroger sur ce qui est manifestement ignoré dans les débats hautement ritualisés de la politique agricole : le caractère indissociable de la nature et de la culture. Celles et ceux qui manifestent n'ont pas non plus la solution miracle à toutes les contradictions et problèmes, mais à la différence des autres, ils y sont confrontés au quotidien – et ce, indépendamment qu'il s'agisse de paysan-nes Demeter ou d'entrepreneur-euses agricoles hautement spécialisées. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle des paysans et des paysannes aussi différentes participent à ces manifestations. Ce qu'ils ont en commun, ce ne sont pas les solutions, mais bien les problèmes. Des problèmes qu'ils souhaitent thématiser.

UN AUTRE POINT À NOTER, c'est l'absence des organisations agricoles dans ces manifestations. En effet, elles ont joué un rôle important dans la mise en œuvre de la politique agricole, mais les protestations actuelles s'organisent de façon spontanée autour d'un individu ou d'un regroupement ad hoc. •

LE BILLET DU PRÉSIDENT

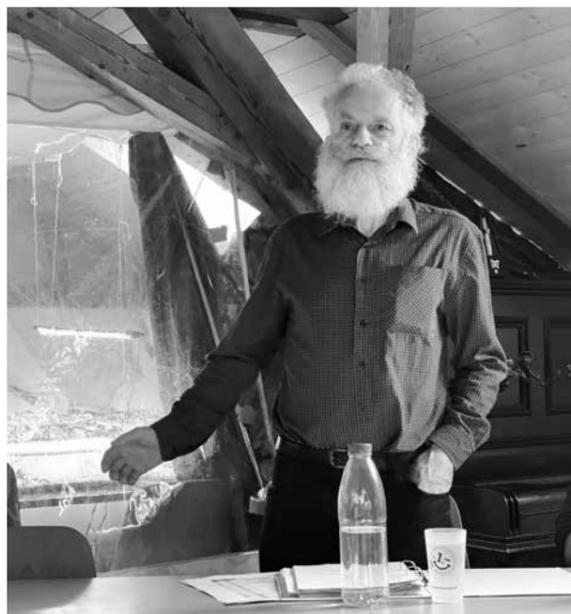
MAURUS GERBER
PRÉSIDENT D'UNITERRE

Dans toute l'Europe, le monde agricole est en ébullition, se révolte contre la politique agricole et revendique de meilleurs prix à la production. C'est en principe bien, mais Uniterre ne peut pas s'arrêter là. Nous devons faire valoir nos revendications pour de meilleurs prix, pour des paiements directs plus équilibrés, contre les excès de la bureaucratie, mais non pas contre une réglementation raisonnable en faveur des ressources, de l'environnement et de la biodiversité.

L'AGRICULTURE SUISSE SE TROUVE FACE À UN SÉRIEUX DILEMME : D'un côté l'agro-écologie, donc la préservation de l'environnement, des sols, de la biodiversité et des ressources, de l'autre côté, nous sommes censés nourrir une population de plus en plus nombreuse sur des surfaces en constante diminution. Cerise sur le gâteau, il s'y ajoute régulièrement des initiatives qui s'en prennent à l'agriculture.

Il est bien vrai que par le passé, l'agriculture suisse n'a pas toujours ménagé les ressources, le sol, l'environnement. Mais il est bien vrai aussi que cela s'est fait suite aux injonctions de la politique, des organisations faïtières, des écoles d'agriculture et de la vulgarisation. Et pendant de longues années, on se moquait de ces quelques farfelus qui se souciaient de nos ressources et de l'environnement, et qui cherchaient et développaient des alternatives au tout-chimique.

De ce fait, c'est trop simpliste que ces initiatives ne s'en prennent qu'aux paysan-nes. Elles devraient surtout s'en prendre aux autorités, aux faïtières, aux écoles d'agriculture et à la vulgarisation...



L'AGROCHIMIE NOUS A CONDUIT DANS UN CUL-DE-SAC, et c'est cette même agrochimie qui se croit maîtresse de la création et cherche maintenant - avec plein de promesses juteuses, bien sûr - à nous imposer le génie génétique, tout en voulant par la suite s'approprier d'importantes licences sur les semences et nous rendre ainsi encore plus dépendants. Restons donc prudents et tenons-nous en à une agriculture paysanne et aux valeurs de la souveraineté alimentaire! •

PÉTITION EN FAVEUR DE LA PROLONGATION DU MORATOIRE SUR LES OGM !

L'association pour des aliments sans OGM, que Uniterre soutient, a lancé une pétition en ligne afin de prolonger le moratoire sur les OGM. Celui-ci expire à fin 2025. Il est nécessaire de continuer la lutte contre le puissant lobby agrochimique jusqu'à ce que des dispositions légales soient en vigueur afin de protéger les humains, les animaux et l'environnement contre des technologies dont les effets ne sont toujours pas clairs. Une initiative populaire fédérale est par ailleurs en préparation et devrait être lancée à l'automne 2024. Le moratoire sur les OGM continue de bénéficier d'un large soutien populaire. •

Signez la pétition ici : www.protection-des-aliments.ch

POUR VOS DONS

Coordonnées bancaires

Banque Raiffeisen Broye Vully Lacs
1564 Domdidier
CCP de la Raiffeisen 17-1378-2

IBAN : CH23 8080 8002 5119 3914 1

UNITERRE, av. du Grammont 9 - 1007 Lausanne

UNITERRE est reconnu d'utilité publique par les autorités fiscales du Canton de Vaud.

Vous pourrez déduire de vos impôts
tous vos dons à Uniterre. MERCI !

LA LUTTE POUR BASSENGES

ELINE MULLER
SECRÉTAIRE D'UNITERRE

Une ferme collective, dont les terres et les bâtiments appartiennent à l'EPFL, lutte contre l'empire high-tech voulu par la Haute Ecole, au mépris des engagements promis en 2020 lors de la conclusion du bail.

EN 2020, SUITE À UN APPEL À PROJET CONJOINT de l'Université de Lausanne (UNIL) et de l'École Polytechnique Fédérale de Lausanne (EPFL), un collectif de paysan-nes a repris la ferme de Bassenges, sur la commune d'Ecublens, en périphérie de Lausanne. À quelques coups de pédales du Vortex, du Swiss Tech Center, du Rolex Center et autres bâtiments hyper modernes, la cour de cette ferme tricentenaire est le théâtre d'une agriculture low-tech et diversifiée, qui favorise un flux circulaire des matières agricoles, entre autres grâce à la présence de nombreux animaux, aussi utilisés pour la traction animale. Disséminées sur le campus, les terres cultivées sont louées au collectif par le Canton via l'UNIL et par la Confédération via l'EPFL, aussi détentrice des quatre bâtiments agricoles. Ces huit hectares comptent du maraîchage, des pâtures et une parcelle en agroforesterie. En plus de vendre des produits bio et locaux, l'équipe propose diverses activités, et offre ainsi une belle opportunité de découvrir cette forme d'agriculture.

"C'EST VOUS QUI LE DITES!"

(...) Dans l'idéal, il serait possible d'influencer le discours de manière à ce que ces paysan-nes en colère comprennent contre qui ils devraient être en colère: le capitalisme ou le néolibéralisme et ses complices. Car en fin de compte, ce que tous les humains veulent, ce ne sont ni de grosses machines ni des carburants bon marché, mais une reconnaissance et une juste rémunération de leur travail, la paix et une certaine justice. On y parviendrait mieux avec d'autres formes d'exploitations. Il est très difficile d'atteindre les personnes en colère, mais il n'y a pas d'autre solution, et attention, ce sont souvent ceux qui ont des slogans et des ennemis faciles qui y parviennent le mieux. Une autre attente fondamentale est donc celle d'une écoute profonde et d'une compréhension mutuelle. (...) M.

HÉLAS, DEPUIS PLUSIEURS MOIS, le havre de paix et de pavés de Bassenges est aussi le théâtre de menaces et de peurs qui minent le collectif. En effet, à l'été 2023, suite à des rumeurs, l'EPFL avoue que le bail agricole de six ans concernant la ferme risque de ne pas être renouvelé, car elle projette de rénover le bâti pour y accueillir un centre de recherche en sciences fondamentales. Paysan et ancien étudiant de l'EPFL, Tom Müller se souvient pourtant avoir insisté sur le bail au moment de la signature, et avoir été rassuré oralement par le jury composé de membres de la direction de l'UNIL et l'EPFL que celui-ci serait renouvelé si tout se passait bien. Début mars 2024, suite aux passages de divers architectes et au silence de l'EPFL, les fermier-es lancent une pétition qui a déjà récolté plus de 6'500 signatures. Malgré de nombreux soutiens, une bonne couverture médiatique et une lettre recommandée à la direction de l'EPFL, celle-ci n'a jamais répondu directement au collectif. Début avril, l'institution s'est targuée d'une newsletter vantant sa grandeur et ses bonnes intentions de continuer à mettre ses terres agricoles au service de la biodiversité. Faisant ainsi preuve d'une ignorance totale des réalités agricoles: comment être une exploitation agricole sans bâtiment? Comment avoir des brebis sans pouvoir les abriter et stocker le foin en hiver? Et quid des vies qui se sont enracinées au lieu?

"On a l'impression d'être méprisé-es, de n'être qu'un pion sur un échiquier politique. Il ne s'agit pas juste de se faire virer d'un job, nous avons investi toute notre vie dans ce lieu. La ferme c'est aussi des enfants qui sont nés, des apprenti-es qui sont formé-es, des liens qui se sont tissés avec les étudiant-es et le voisinage. Nos métiers sont incompris et nos vies balayées. Comme partout en Suisse, les institutions semblent mépriser la vie et le travail des agriculteur-ices. Enfin, notre départ annoncera la fin du système agricole mis en place. Si le contrat est passé à un.e agriculteur.ice de la région, la seule solution viable sera le retour à une seule culture et donc à ce que l'EPFL et l'UNIL voulaient soit disant quitter."

TOM ET SES COLLÈGUES EN ONT GROS SUR LA PATATE, et on les comprend. Mais cela ne nous surprend que peu, l'EPFL est en effet exemplaire de cette tendance du secteur privé, des institutions et des collectivités à se redorer le blason en instrumentalisant une certaine image de l'agriculture. Une tendance qu'on peut nommer agriwashing et qui semble avoir le vent en poupe. En prétendant défendre une certaine agriculture plébiscitée par les consommateur-ices ou les électeur-ices, les géants orange vendent les œufs de poules épanouies élevées par des familles paysannes heureuses dans des fermes idylliques. Au contraire, les Municipalités et

"C'EST VOUS QUI LE DITES!"

(...) Ce que j'attends, c'est que la politique prenne enfin ses responsabilités et s'attaque aux racines des problèmes. Nous avons surtout besoin de prix équitables et de moins de bureaucratie. Il est incroyable que l'on nous mette des bâtons dans les roues en tant que personnes qui changent d'orientation professionnelle. Ce que j'attends d'un office cantonal de l'agriculture, c'est exactement le contraire: "Ouah, voilà des jeunes motivé-es dont le concept ressemble vraiment à un changement durable, voyons comment nous pouvons les soutenir". (...) M.

les Hautes Écoles soutiennent des projets agroécologiques, novateurs, inclusifs et neutres en carbone, portés par des jeunes dynamiques et heureux-ses... L'EPFL a par ailleurs déjà été épinglée par Unipoly, l'association étudiante pour une écologie solidaire sur les campus de l'Unil et de l'EPFL. Remplacer la ferme par le Centre Bernoulli va à l'encontre du schéma directeur des Hautes Écoles. Ce changement d'affectation irait en particulier contre l'un de ses objectifs (N3: Agriculture par exploitant/par usager), qui consistait à "développer un concept global d'agriculture urbaine proche de la nature".

POUR TOUTES SES RAISONS – et parce que Bassenges constitue un modèle de ces fermes que nous souhaitons voir pousser partout sur notre territoire, plutôt que d'être anéanties du jour au lendemain par le bulldozer 24 carat du techno-utopisme – Uniterre se joint aux paysan-nes de Bassenges pour exiger l'abandon de la réaffectation de la ferme au centre Bernoulli et l'inscription de la fonction agricole de la ferme dans les statuts de l'EPFL. Nous serons présent-es le vendredi 28 juin pour la remise de la pétition. •

LES INFOS

sur ce début de lutte exemplaire sont disponibles sur www.fermedebassenges.ch et www.openpetition.eu/!bassenges



REFLETS DE NOTRE ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

VANESSA RENFER
PAYSANNE ET SECRÉTAIRE D'UNITERRE

Une petite vingtaine de membres a fait le déplacement jusqu'à la ferme Falbringenhof, aux portes de Bienne, pour prendre part à l'Assemblée générale ordinaire de notre organisation. Au menu, outre les éléments purement statutaires, l'élection complémentaire au comité directeur et de riches discussions sur des thèmes d'actualité.

FALBRINGENHOF EST UNE PETITE FERME BIO, didactique, accolée à la ville de Bienne, qui a offert un cadre idéal pour la tenue de notre assemblée le 5 avril dernier, une magnifique journée printanière. Menée par le président Maurus Gerber et par l'équipe du bureau, l'AG a été l'occasion de revenir en premier lieu sur les mouvements de révolte européens et suisse qui ont fait l'actualité de ces dernières semaines.

RICHE ACTIVITÉ. Les membres ont eu ensuite l'occasion de (re)découvrir la très large palette d'activités qui ont jalonné cette année uniterrienne. Le point d'orgue aura été très certainement la Campagne pour des prix équitables, menée du 17 août au 2 novembre, avec de nombreux événements en différents lieux de la Romandie. Mais il faut également relever l'incroyable engouement généré par la publication de la brochure sur l'accès à la terre, "La terre à ceux qui la cultivent". Ce projet de grande envergure a par ailleurs permis à Uniterre d'obtenir un financement important de la Fondation pour le Progrès de l'Homme. De fait, l'accès à la terre, en particulier pour les collectifs, est désormais un thème prioritaire de notre activité, et pour la première fois depuis de nombreuses années, l'inscription de nouveaux-elles membres a dépassé les démissions. Un constat encourageant et réjouissant, qui permet d'envisager l'avenir avec optimisme, et ce malgré des comptes légèrement déficitaires. La recherche de fonds reste donc un axe de travail fondamental.

NOMBREUSES SOLLICITATIONS. Les secrétaires politiques et le comité ont répondu aux nombreuses sollicitations des différents médias afin de commenter l'actualité agricole et d'apporter le

regard unique d'Uniterre sur la situation de la paysannerie. Un fait notoire lorsque l'on sait que notre organisation ne compte qu'un petit millier de membres. Cela démontre l'importance de maintenir, dans le paysage de la défense professionnelle, des organisations qui enrichissent les débats avec des voix alternatives. L'ensemble des communiqués de presse, et les liens vers les interventions de nos secrétaires politiques, sont disponibles sur notre site internet.

EN OUTRE, 4 NOUVELLES PERSONNES et entités ont rejoint le comité et se sont déclarées prêtes à œuvrer à la poursuite des buts d'Uniterre. Il s'agit de Jordan Voirin, de Martine Gerber, de Emilie de Perrot et de la Ferme du Joran.

DÉBAT D'ACTUALITÉS. Après la pause repas, les membres ont abordé, dans le cadre d'une discussion plus informelle, quelques thèmes d'actualité. L'initiative sur la biodiversité, sur laquelle le peuple se prononcera en septembre 2024, a donné lieu à des échanges constructifs et a permis de définir un positionnement dont la communication sera bientôt rendue publique. La question du loup, ainsi que l'avenir de l'élevage bovin, ont également été abordés.

Le procès-verbal provisoire de l'Assemblée sera mis en ligne dans les semaines à venir. Dans l'intervalle, toute l'équipe d'Uniterre est à disposition pour répondre aux questions de ses membres. N'hésitez pas!

Maurus Gerber, Président
maurus.gerber@bluwin.ch
Vi 292, 7550 Scuol GR
Tel. 081 864 70 22

Philippe Reichenbach, Vice-président
boisdarbre1971@gmail.com
Tel. 079 640 89 63

Date du prochain comité
Vendredi 28 juin, 10h00-14h00, Bienne



LE COURRIER L'essentiel, autrement.

L'info à vos côtés

COMPRENDRE LE MONDE, AGIR ENSEMBLE

-30% sur nos abos aux membres de nos réseaux partenaires
lecourrier.ch/offres

Uniterre Crésus

Crésus Comptabilité Crésus Salaires Crésus Facturation

AGENDA

22 mai, Rencontre Nourrir la ville
19h00-21h.00, Der ORT, Marktgasse 34, Bienne
Johanna Herrigel de la fondation Biovision "Chemins de transformation territoriaux pour des systèmes alimentaires agro-écologiques". Suivi d'une discussion : comment intégrer ces principes dans notre agriculture locale et dans l'artisanat alimentaire.

25 mai, Fête la Laine
10- 18h, route de l'Aurore 6, 2053 Cernier
www.lainesdici.ch



Semaine suisse du Goût 2024, La Semaine suisse du Goût aura lieu cet automne du 12 au 22 septembre. **Participez et inscrivez votre événement jusqu'au 31 mai!** Les céréales sont le thème de cette édition. www.gout.ch/inscriptions-2024

Agenda complet sur notre site
www.uniterre.ch/agenda/

LES SECTIONS D'UNITERRE

Neuchâtel Philippe Reichenbach 079 640 89 63

Genève Ruedi Berli 078 707 78 83

Fribourg contact : Bureau Uniterre

Vaud contact : Bureau Uniterre

Jura/Jura bernois contact : Bureau Uniterre

Chablais Pierre Moreillon 024 499 21 17

Valais contact : Bureau Uniterre

Deutschschweiz Katharina Schatton 078 740 17 89

IMPRESSUM

Secrétariat / Publicité
Uniterre, av. du Grammont 9, 1007 Lausanne,
021 601 74 67 www.uniterre.ch info@uniterre.ch

Rédaction
Ulrike Minkner, u.minkner@uniterre.ch
Vanessa Renfer, v.renfer@uniterre.ch

Editeur, Abonnements et changements d'adresse
Claude Mudry, c.mudry@uniterre.ch
Uniterre, Rue de Courtelary 11, 2720 Tramelan

Traductions
Stefanie Schenk
Pascoum's InTerreTexte (pascoum.net)
Bureau Uniterre

Photographies / Images
Eric Roset 1,2,3,5,7
Briec van Elst, ECVC 2,4,
Uniterre 6,8

Edition photographies / images
Markus Schönholzer

Imprimerie
Imprimerie du Journal de Sainte-Croix et Environs
1450 Sainte-Croix, 024 454 11 26
Imprimé sur papier certifié FSC-Mix.